



# Leur rentrée et la nôtre

Macron a annoncé la couleur. En cette rentrée, il va encore taper sur les salariés et les catégories les plus défavorisées. Il faut une sacrée hypocrisie pour oser dire, comme le premier ministre Philippe qu' « aucune prestation sociale ne sera réduite, mais que certaines prestations vont peu augmenter. »

**Les retraités d'abord.** Alors que l'inflation prévue sera de l'ordre de 1,7 %, les retraites ne seraient « revalorisées » que de 0,3 %. En ajoutant cette nouvelle amputation à la hausse de la CSG, la perte de pouvoir d'achat sera de l'ordre de 500/600 euros par an pour une retraite de 1200 euros et de l'ordre de 900 euros pour une retraite de 2000 euros.

Non les retraites ne constituent pas une aide sociale généreusement distribuée comme Macron et ses amis voudraient nous le faire croire. C'est un salaire différé. Il a été gagné par des vies de labeur et est dû. Les retraités ne sont pas des assistés !

C'est donc la fin de l'indexation des retraites qui vient d'être décidé. Quand on voit que l'inflation repart à la hausse, il y a de quoi être inquiet.

**Diverses allocations,** comme l'APL (Aide Personnalisée au Logement) ne suivraient pas non plus l'inflation.

**L'allocation adulte handicapée** serait augmentée de 50 euros. Quelle générosité quand on sait qu'elle est aujourd'hui au maximum de 810 euros, qu'elle n'a pas non plus été revalorisée et que cette augmentation risque d'être rapidement annulée par l'inflation !

**Les fonctionnaires.** L'objectif de Macron est de supprimer encore 4500 emplois en 2019. Ce qui ne pourra qu'aggraver encore les conditions de travail de leurs collègues et rendre plus longues et plus difficiles toutes sortes de démarches administratives.

**Les contrats aidés.** Le gouvernement vient de découvrir qu'ils n'étaient pas efficaces pour trouver ensuite durablement du travail. Ce qu'on savait depuis longtemps. Mais leur suppression ne pourra que réduire encore les possibilités de nombreux jeunes de trouver un emploi, même provisoire. Macron préfère remplacer ces subventions par des baisses des charges des patrons. Mais, s'il suffisait de baisser les charges des patrons pour qu'ils embauchent, ça se saurait. On l'a vu par exemple dans l'hôtellerie.

**Les seuls cadeaux seront donc une fois de plus pour les patrons.** Ceux-ci n'auraient pas à prendre en charge une partie des arrêts maladie de leurs salariés. Le gouvernement, qui avait d'abord misé sur la pression des employeurs pour limiter les arrêts maladie, s'est rangé à leur avis et va étudier d'autres méthodes pour limiter les arrêts maladie. Sans doute des sanctions. Comme si les travailleurs tombaient malades par plaisir, pour prendre des jours de congés supplémentaires. C'est la dégradation des conditions de travail qui nous rend malades !

Bref, Macron veut mettre en application sa réflexion sur le « pognon de dingues » qui serait gaspillé au profit des classes populaires. Sans doute se croit-il renforcé par le fait que les cheminots ne sont pas parvenus à l'obliger à annuler sa réforme. Il se croit tout permis et veut poursuivre l'offensive bien que sa côte de popularité soit au plus bas et que nombre de ses soutiens commencent à le fuir.

C'est à nous de lui montrer qu'il se trompe. Il faut préparer la riposte la plus large à ces nouvelles attaques. La rentrée risque d'être plus chaude que la canicule s'il persiste !

Pour prendre contact  
avec le comité NPA  
du pays malouin  
[npasaintmalo@gmail.com](mailto:npasaintmalo@gmail.com)

## Nicolas Hulot a fini par comprendre...

Après avoir validé la politique productiviste du gouvernement Macron, y compris au travers de projets auxquels il s'était opposé avant d'être ministre (enfouissement des déchets nucléaires à Bure, EPR de Flamanville, prolongation des centrales vieillissantes; plan alimentation, plan biodiversité et plan climat indigents au regard de la lutte contre la crise écologique, report de l'interdiction du glyphosate, grands projets inutiles (contournements routiers, triangle de Gonesse...), Nicolas Hulot a enfin compris, comme il l'a dit, que rien n'avait avancé en matière:

- ◆ de réduction des gaz à effet de serre,
- ◆ de réduction de l'usage des pesticides
- ◆ de préservation de la biodiversité
- ◆ d'arrêt de l'artificialisation des sols...

et que le « modèle dominant », c'est-à-dire le producti-

visme libéral était la cause de la « tragédie climatique » qui se profile.

Nous avons toujours considéré que même avec une caution verte incarnée au gouvernement par Nicolas Hulot, l'écologie n'était pas Macron-compatible, précisément parce que face à la crise écologique majeure qui vient (bascullement climatique, déforestation, chute de la biodiversité), il est nécessaire de rompre avec les logiques capitalistes des profits à tout prix et à court terme.

Au delà de ses motifs de gestion d'image, la démission de N. Hulot nous conforte dans cette position et nous invite à enrichir les propositions d'alternatives sociales et environnementales et à poursuivre les actions collectives d'opposition aux Grands Projets Inutiles Imposés, aux destructions sociales, aux attaques contre les libertés, au productivisme et au diktat de la croissance. C'est possible, comme l'a montré la victoire à Notre-Dame-des-Landes.

# LA SANTE EN LUTTE

« Réforme de l'hôpital »: rien de bon à attendre

## Grève à La Timone

En plein mois d'août le service des urgences de l'hôpital de la Timone (Marseille) s'est mis en grève pour revendiquer des effectifs. Depuis plusieurs mois, il n'y avait plus que 5 aides soignantes au lieu de 12. « La situation n'a rien à voir avec la canicule, dit une infirmière, nous tenons depuis quatre ans à un rythme effréné, mais avec les maladies et les congés, ce n'est plus tenable ». La direction a reculé et promis quelques embauches, mais ça ne fait toujours pas le compte. A suivre.

## PINEL, le combat continue

Au moment où nous écrivons, le personnel de l'hôpital psychiatrique Philippe-Pinel d'Amiens est en grève depuis 66 jours pour protester contre la dégradation de ses conditions de travail. Depuis 37 nuits, ces collègues dorment dans des tentes à l'entrée de l'hôpital. C'est la fermeture d'un service au début de l'été, après 4 autres fermetures depuis 2015 qui a soulevé la colère. Les réductions de personnel et l'entassement des malades dans des chambres sont tels qu'une infirmière raconte dans le *Journal du Dimanche* qu'une nuit, dans une chambre prévue pour deux lits et dans laquelle trois malades dormaient, l'un d'eux en urinant a inondé les deux lits à côté, trop proches. Une autre dénonce l'absence de chambres d'isolement pour les malades en crise qui sont laissés sans surveillance... et l'un d'eux s'est enfui en ville. Cette grève fait suite à celle de l'hôpital du Rouvray à Sotteville-lès-Rouen, où les soignants avaient obtenu la création de 30 postes après trois mois de grève, et à celle de l'hôpital du Havre, où ils avaient obtenu 34 postes après trois semaines de mobilisation.

## Encore une fermeture de maternité

Fermée pour l'été, la maternité du Blanc (Chateauroux) ne devrait pas rouvrir avant plusieurs semaines. En effet, malgré la mobilisation, la réouverture au 3 septembre a finalement été repoussée. En attendant une décision, les huit auxiliaires de puériculture et les quatre sages-femmes de l'établissement ont été redispachées dans différents services, au Blanc ou à Châteauroux. Elles ne savent même pas où elles vont travailler à la rentrée !

Plusieurs fois reportée, la présentation de la réforme du système de santé est annoncée maintenant pour la mi septembre.

La ministre Agnès Buzyn n'en a pas révélé le contenu, mais promis qu'il n'y aurait pas de fermeture d'hôpitaux de proximité. Un peu difficile de la croire, quand on sait que, par exemple, l'hôpital de Saint Louis, à la Réunion est toujours menacé de fermeture... pour être vendu.

Mais, en admettant même qu'aucun hôpital de proximité ne soit entièrement fermé, cette annonce reste très hypocrite puisque ce sont des services qui sont fermés régulièrement dans toutes les régions de France. D'ailleurs A. Buzyn n'exclue-t-elle pas des « réorganisations à venir ». Que vaudrait un hôpital de proximité ne disposant pas des services et du personnel indispensables pour accueillir les patients ?

Mais, l'avenir du système de Santé ne dépend pas que de Buzyn, mais aussi du rapport de forces que nous serons capables d'imposer à un pouvoir pour qui les profits passent avant la santé de la population. A suivre de près, donc..

LA RÉFORME DE L'HÔPITAL PUBLIC EST-ELLE DANGÉREUSE ?



## QUAND LE PAPE ABUSE...

À un journaliste qui lui demandait ce qu'il dirait à des parents constatant les orientations homosexuelles de leur enfant, le pape a notamment estimé que « quand cela se manifeste dès l'enfance, il y a beaucoup de choses à faire par la psychiatrie ». Voilà des déclarations papales complètement infondées au sens où elles renvoient à l'idée que l'homosexualité serait une maladie et par ailleurs irresponsables dans la mesure où des études ont démontré que le risque de suicide était plus élevé que la moyenne chez les jeunes LGBT.

Au lieu de proférer de tels jugements qui au final ne peuvent qu'inciter à la stigmatisation des personnes LGBT, le pape ne devrait-il pas se préoccuper davantage de certains prélats, incapables de dénoncer des actes pédocriminels commis par des prêtres (lesquels relèvent, eux, effectivement de soins psychiatriques).